



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-revenu-des-agriculteurs>

ACTUALITÉS

Le revenu des agriculteurs

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2004 - N° 1042 - avril 2004 -

Date de mise en ligne : mercredi 8 novembre 2006

Date de parution : avril 2004

Description :

Henri MULLER évoque la situation diverse des agriculteurs.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le métier est ingrat. L'indépendance se paie, ici, de conditions de vie souvent peu enviables, de soucis de toutes sortes, d'efforts physiques que ne connaissent pas nombre de professions. Mais, là comme partout, le milieu est divers. À côté des petits exploitants vivant à grand peine, on trouve des gros, maraîchers, céréaliers, betteraviers et autres, auxquels le crédit permet des cultures à haut rendement, tant du moins que le consommateur accepte d'acquitter, dans le prix des denrées qu'il achète, les annuités de remboursement des emprunts. Enfin, au revenu qu'ils déclarent, il convient d'ajouter leur autoconsommation aux coûts de production dont l'ampleur épouse les croissances familiales.

Parlons net. Agriculteurs et éleveurs sont victimes d'une surproduction qui, submergeant la demande du marché, fait chuter les prix et tue le profit. Fruit du progrès des technologies, cette relative abondance (eu égard à l'immensité des besoins non solvables), reste l'un des principaux facteurs des "crises". Force est donc de la combattre : quotas d'importations, de productions, primes d'arrachages, mises en jachère, destructions de récoltes, banque du sol, exportations à tout-va, subventionnées, les périodes fastes étant celles des grandes catastrophes, d'épizooties, d'inondations, de sécheresse, qui raffermissent les cours et dont profitent les exploitants épargnés hors des zones sinistrées.

Absurdité ? Accomplissant un service public indispensable, celui de pourvoir à la nourriture de la population, n'est-il pas aberrant que le revenu des agriculteurs soit tributaire, à la fois, des conditions météorologiques et des aléas du marché, alors qu'il devrait tout simplement rémunérer leurs efforts couronnés ou non de succès ?

De solution en matière de politique agricole, il ne reste que le recours à une formule monétairement révolutionnaire permettant de dissocier les prix des revenus et des coûts : des revenus distribués, modulés selon des barèmes concertés tenant compte, non plus des quantités livrées, mais des rendements à l'unité, des charges familiales et autres, de l'évolution des besoins, le tout assorti de primes de qualité, l'usage d'une monnaie de consommation levant les obstacles à un financement sans prélèvement sur quiconque.

Quel lobby mobilisera, au plus haut niveau, une commission pour l'examen du projet ?

Ne rêvons pas...